

Nous
accueillons
soutenons
prenons position #WithRefugees



Document de politique de la Journée mondiale des réfugiés 2016



Association mondiale
des Guides et des
Eclaireuses

Nous sommes actuellement confrontés à la plus grande crise humanitaire du monde depuis la Seconde Guerre mondiale. 4,6 millions de personnes ont été déplacées de force de la seule Syrie, et des millions d'autres ont fui les conflits en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient¹.

En Septembre 2016, les dirigeants mondiaux se réuniront à l'Assemblée générale de l'ONU, ainsi que lors d'un sommet mondial convoqué par le président Obama, pour discuter de la réponse internationale à cette immense crise. En cette Journée mondiale des réfugiés, nous appelons les leaders mondiaux présents à ces forums à adopter une approche qui soit basée sur l'empathie et la reconnaissance des droits fondamentaux des réfugiés.

Une réponse holistique

Dans leur réponse à la crise des réfugiés, nous demandons instamment aux gouvernements et aux agences humanitaires de veiller à ce que les services offerts aux réfugiés soient holistiques et complets. Les réfugiés ont besoin de plus que juste un peu de nourriture, d'eau et d'un abri à reconstruire, et d'avancer dans leur vie. Nous demandons qu'une attention particulière soit accordée aux besoins et à la vulnérabilité spécifiques des filles et des jeunes femmes, qui passent trop souvent inaperçus, et que des ressources supplémentaires soient consacrées aux domaines suivants :

1. Protection et soutien aux victimes de VBG

Pour tous les réfugiés, le voyage vers la sécurité peut être une expérience douloureuse, mais particulièrement pour les femmes et les filles. À toutes les étapes de leur voyage - dans leur pays d'origine, pendant le transport, et dans les locaux exigus des camps ou colonies - les femmes et les filles sont exposées à la menace constante de la violence sexuelle et basée sur le genre (VBG) et à la traite des êtres humains. Il est évidemment difficile d'obtenir des statistiques fiables sur le pourcentage de femmes touchées, mais les principaux experts conviennent que les risques sont omniprésents et que les taux sont vertigineux.

Compte tenu des niveaux de violence physique et sexuelle subie par les femmes et les filles réfugiées, il faut reconnaître que la protection et des espaces sûrs pour les femmes et les filles ne sont pas un luxe, mais une nécessité de base dans la délivrance de la réponse humanitaire. Comme les femmes et les filles fuient maintenant en nombre croissant, cela devient une priorité encore plus grande d'aborder les questions de protection autour de la VBG. En Janvier 2016, environ 55 pour cent des réfugiés arrivant en Europe étaient des femmes et des enfants - une forte hausse par rapport à Juin 2015 où ils représentaient seulement 27 pour cent².

1 ECHO (2016). 'Fiche d'information sur la crise en Syrie.' http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/syria_fr.pdf

2 UNHCR (2016). 'Les femmes réfugiées se déplaçant en Europe sont en danger.' <http://www.unhcr.org/569fb22b6.html>

La réponse humanitaire actuelle ne parvient pas à reconnaître ou accorder la priorité aux besoins des femmes et des filles. Nous appelons les Etats membres et les agences humanitaires à donner suite aux recommandations récentes faites conjointement par le HCNUR, le FNUAP, et le Conseil des femmes pour les réfugiés et de prendre des mesures immédiates pour :

- Mettre en place un système de réponse coordonné à l'intérieur et de l'autre côté des frontières, qui protège les femmes et les filles, et qui inclut les mécanismes d'orientation transfrontaliers ;
- Déployer un personnel spécialisé - non seulement dans les camps, mais aussi le long des voies de migration - en particulier pour prévenir, identifier et répondre à la VBG ;
- Créer pour les femmes et les filles des espaces sûrs dans les camps, qui leur donnent vie privée et dignité, et créer pour les survivantes des opportunités d'accéder au soutien psychosocial et aux services de santé ;
- S'assurer que la réponse à la VBG soit convenablement adaptée aux besoins et aux situations des femmes et des jeunes filles réfugiées, reconnaissant qu'elles vont souvent se déplacer rapidement et qu'il est peu probable qu'elles s'arrêtent pour accéder à des services complets ;
- Fournir des voies juridiques de protection et de justice pour les rescapées de la VBG, et donner la priorité à ces réfugiées pour les opportunités de transfert et de relocalisation³.

2. Education

Comme les conflits en Syrie et ailleurs deviennent de plus en plus longs, nous sommes confrontés à la perspective d'une génération perdue : des millions d'enfants et de jeunes, traumatisés par les conflits, privés de leur droit à l'éducation, démoralisés et mal équipés pour un avenir incertain. Dans la seule Syrie, 6 millions de filles et garçons ont été touchés par le conflit, et plus de la moitié des réfugiés syriens vivant dans les pays voisins ne vont pas à l'école.

L'éducation est un facteur essentiel pour rétablir un semblant de normalité et d'espoir dans la vie des enfants et des jeunes déplacés. Afin d'élargir l'accès aux possibilités d'éducation, nous appelons les gouvernements à :

- Prévoir des systèmes d'enregistrement et de documentation inclusifs et flexibles qui permettent aux enfants de réfugiés de s'inscrire et de participer à l'éducation formelle où qu'ils se trouvent ;
- S'assurer que toutes les possibilités d'éducation - qu'elle soit formelle, non formelle ou informelle - soient inclusives et accessibles à tous les enfants et les jeunes, y compris les filles ;
- Allouer des ressources supplémentaires à l'éducation non formelle et informelle, reconnaître et soutenir le rôle vital des ONG en tant que partenaires de collaboration dans cette disposition⁴.

3. Moyens de subsistance et compétences

De nombreux réfugiés arrivent en ayant laissé la majorité de leurs actifs derrière eux et payé des frais exorbitants à des passeurs pour un passage sûr. Les séjours prolongés dans des camps où ils ne peuvent pas travailler, épuisent leurs réserves restantes et poussent les réfugiés vers une dette encore plus profonde. Ces pressions économiques conduisent les parents à envoyer leurs enfants en esclavage ou à forcer les femmes et les jeunes filles désespérées vers le sexe de survie et le mariage précoce. Les moyens de subsistance et la formation professionnelle peuvent offrir aux jeunes un moyen de sortir de la dette et de la pauvreté, en leur donnant l'occasion de réaliser leur potentiel et de créer un avenir plus sûr pour eux-mêmes.

Nous exhortons les pays hôtes à :

- Intégrer la formation aux emplois et des programmes de développement des compétences dans la réponse humanitaire ;
- Prendre des mesures pour veiller à ce que ces possibilités soient accessibles pour les jeunes femmes autant que pour les jeunes hommes ;
- Lever les restrictions des réfugiés entrant sur le marché du travail et permettre aux réfugiés de travailler légalement, de sorte qu'ils puissent en bénéficier eux-mêmes ainsi que leurs familles⁵

3 UNHCR, UNFPA, WRC. (2016). apport d'évaluation initiale : risques pour la protection des femmes et des filles dans la crise européenne des réfugiés et des migrants. <http://www.unhcr.org/569f8f419.html>

4 (2016) Document de position commune des ONG : Soutenir la Syrie et la Région https://plan-international.org/sites/files/plan/joint_ngo_position_paper_london_syria_conference.pdf

5 Ibid.

Pour rendre toutes ces activités possibles - et s'assurer que la gamme complète des besoins des réfugiés soit satisfaite - beaucoup des niveaux les plus élevés de fonds doivent être consacrés à la réponse humanitaire. Nous exhortons les gouvernements et les agences humanitaires à :

- **Allouer plus de ressources à la réponse**

La réponse actuelle à la crise des réfugiés est gravement insuffisante. Nous appelons les gouvernements à honorer premièrement les engagements existants sur les ressources - y compris les engagements pris lors de la récente conférence de soutien à la Syrie à Londres - et d'augmenter ensuite les niveaux de ressources financières consacrées à soutenir les populations réfugiées vulnérables.

- **Vérifier si ces ressources aident les femmes et les filles**

Actuellement, de nombreux organismes humanitaires ne décomposent pas leur allocation de ressources en fonction du sexe et ne peuvent pas savoir si leurs ressources soutiennent spécifiquement les besoins des femmes et des filles. Nous exhortons les organismes humanitaires à mettre en place des systèmes pour suivre l'impact par sexe de leur allocation de ressources et d'exiger qu'il soit possible de démontrer qu'au moins 15% de l'aide humanitaire répond aux besoins des femmes et des filles.

- **Travailler avec les ONG partenaires**

Les ONG locales et internationales peuvent apporter un soutien essentiel et se révéler un atout précieux pour la réponse humanitaire. Nous encourageons les gouvernements et les agences humanitaires traditionnelles à explorer des partenariats avec des organisations de la société civile - en particulier les organisations pour la jeunesse et les femmes - pour mutualiser les ressources et l'expertise afin de répondre aux exigences de cette crise sans précédent.

Enfin, nous demandons instamment aux États membres de l'ONU de garder leurs frontières ouvertes à tous ceux qui fuient un conflit actif et de respecter le droit humain des réfugiés à demander l'asile pour fuir la violence et la persécution. Nous encourageons les gouvernements à agir avec compassion et accepter un plus grand nombre de réfugiés dans leur pays. Nous appelons les dirigeants, et tous les peuples, à rejeter la logique de la peur, de la haine et de l'austérité, et au lieu de cela, d'accueillir les réfugiés en reconnaissance de notre commune humanité partagée.